



*Édition spéciale*

## **Élections dans la Fonction Publique**

**du 29 novembre au 6 décembre 2018**

- Défense du statut des fonctionnaires : non à la généralisation du recrutement sous contrat !
- Maintien de tous les régimes de retraite : Code des pensions, CNRACL, IRCANTEC, régime général... Non au régime universel par points !
- 16 % d'augmentation du point d'indice.
- Stop aux suppressions d'emplois.
- Maintien et développement de tous les services publics d'Etat, Territoriaux et Hospitaliers

**Face au projet de destruction  
de la Fonction Publique  
du gouvernement Macron/Philippe,  
avec FO, préparons le rapport de forces !**

**Des centaines de candidats FORCE OUVRIERE proches de vous dans toute la Corrèze.  
Dans les Comités Techniques, les Commissions Paritaires, les commissions consultatives...  
Dans les hôpitaux, l'enseignement, les administrations, les EHPAD, les collectivités territoriales...  
Déterminés à défendre nos droits, notre statut, nos emplois, nos retraites.**

**En 2018, FORCE OUVRIERE présentera plus de candidats à vos suffrages qu'en 2014 dans le département.**

Ils sont infirmiers, enseignants, cuisiniers, aide soignants, agents techniques, assistants familiaux, agents administratifs, attachés principaux, surveillants, contrôleurs... et ils ont tous une même volonté : défendre le service public, défendre le statut, les conditions de travail, les emplois, les droits collectifs.

L'enjeu est de taille. RGPP, MAP, Action Publique 2022, réforme hospitalière, réforme territoriale : le service public républicain subit les assauts des gouvernements successifs

au nom de la réduction du déficit public.

Le gouvernement annonce pour 2019 une loi supprimant 120 000 fonctionnaires, généralisant le recrutement sous contrat et organisant même des plans de départ volontaire.

Avec le projet de régime universel de retraites qui veut anéantir le Code des Pensions, la CNRACL et l'IRCANTEC, ce serait la fin du statut général de la Fonction Publique et la porte ouverte aux privatisations et aux abandons de missions.

Quant à nos salaires, ils sont gelés et notre pouvoir d'achat diminue grâce à la complicité des organisations qui ont soutenu PPCR.

Voter FORCE OUVRIERE c'est s'inscrire dans la résistance et la mobilisation à tous les niveaux, Voter FORCE OUVRIERE c'est choisir l'indépendance syndicale de l'organisation qui se préoccupe exclusivement des droits des agents, quelle que soit la couleur politique

au pouvoir, nationalement ou localement

Voter FORCE OUVRIERE c'est choisir une organisation confédérée permettant dans chaque département, chaque ministère, chaque établissement, chaque service, chaque collectivité, auprès du Premier Ministre et du Président de la République, de porter de manière coordonnée et cohérente nos revendications.

**En décembre 2018, choisissez FORCE OUVRIERE  
Placez FORCE OUVRIERE à la première place !**

**.RETRAITE: FO s'oppose au régime universel par points et exige le maintien des régimes existants :  
Code des Pensions, CNRACL , IRCANTEC, régime général...**

*Un régime universel par points c'est la destruction de tous les régimes : Code des Pensions pour les fonctionnaires de l'Etat, CNRACL pour les agents hospitaliers et territoriaux, IRCANTEC pour les non-titulaires, Assurance Vieillesse pour les salariés en contrats aidés.*

*C'est casser le lien entre les retraites versées, le salaire et la durée de cotisation : la retraite par points, c'est le travail sans fin.*

*Remettre en cause le code des pensions civiles et militaires, c'est remettre en cause le statut général des fonctionnaires.*

*Calculer les pensions sur l'ensemble de la carrière et non sur les 6 derniers mois, c'est baisser leur montant (- 21% pour un professeur des écoles par exemple).*

*La valeur du point pourra varier en fonction du contexte économique, c'est laisser au gouvernement les mains libres pour baisser le montant des pensions, même pour les retraités actuels ou ceux qui partiraient en retraite ces prochaines années.*

*Un régime par point, c'est l'individualisation des droits à la retraite remettant en cause les dispositifs de solidarité existant (pension de réversion, droits familiaux, prise en compte des arrêts de maladie, accident du travail, maternité, chômage,...)*

*La baisse des pensions contraindra de fait les salariés qui le peuvent à souscrire aux retraites par capitalisation.*

**FORCE OUVRIÈRE NE LAISSERA**

**PAS FAIRE !**

L'attaque est d'ampleur. Les positions du congrès de FO sont nettes, nous les faisons connaître au gouvernement :

- \* maintien des régimes existants,
- \* maintien des statuts et refus d'un régime unique par points
- \* maintien de tous les régimes existants avec leurs dispositifs actuels de solidarité et droits dérivés, tels que pensions de réversion ou d'orphelin.

**AMPLIFIONS LE RAPPORT DE FORCES, AVEC FORCE OUVRIÈRE**

Le 9 octobre, par la grève et les manifestations interprofessionnelles, les salariés avec FO et la CGT, Solidaires et la FSU et les syndicats de la jeunesse ont lancé un premier avertissement.

Pour la défense de tous les régimes, pour empêcher le régime universel par points, forcément à minima, FORCE OUVRIERE prendra toutes les initiatives nécessaires pour monter d'un cran dans la mobilisation, tous ensemble, public et privé !

## **Pour FO, l'urgence : augmenter les salaires**

*Pour Force Ouvrière, l'augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux est une priorité.*

**Elle s'oppose à la mise en oeuvre du non protocole PPCR (parcours professionnel carrière et rémunération) qui, outre le fait qu'il remet en cause le statut général et les statuts particuliers, confirme le gel de la valeur du point d'indice.**

### **Ça roule pour eux...**

Citons pêle-mêle :

- \* 28 milliards d'exonérations de cotisations employeurs de Sécurité Sociale,
- \* 50 milliards d'évasions fiscales,
- \* 47 milliards de dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40

**Ça roule pour les patrons et les actionnaires !**

### **Ça gèle pour nous!**

**Gel du point d'indice confirmé en 2019.** L'indice des prix INSEE affiche une progression de 7,80% depuis juin 2010, le point d'indice est gelé depuis cette date ! Un fonctionnaire aujourd'hui à 1 800 € (salaire moyen fonction publique) devrait gagner 1 940 € pour conserver son pouvoir d'achat.

**Avec l'augmentation des retenues pour les pensions** (cotisations retraites) prévues par les contre-réformes successives, les fonctionnaires voient leur salaire net diminué année après année et ce n'est pas fini : 7,58% en 2010, 10,56% en 2018, 11,10% en 2020.

**Avec l'augmentation de 1,7% de la CSG**, à peine compensée par une indemnité qui ne sera pas revalorisée lors des changements d'échelon !

**Et ne parlons pas de l'augmentation du prix du gasoil à la pompe dans notre département dépourvu de transports en commun !**

**Sans une réelle revalorisation salariale, c'est la précarisation des fonctionnaires qui se poursuivra. Pour FO, c'est inadmissible !**

### **PPCR (signé et soutenu par la FSU, la CFDT, l'UNSA, la CFTC et la CGC) est l'obstacle majeur à l'augmentation générale des salaires!**

La valeur du point d'indice est gelée : la revalorisation du point ne dépend plus de l'inflation mais de la croissance.

La grande majorité des fonctionnaires finance la maigre augmentation indiciaire de quelques uns : transfert primes-points, allongement des durées dans chaque échelon du fait de la suppression des réductions d'ancienneté, diminution des ratios promus/promouvables, disparition de la GIPA...

### **PPCR, c'est l'individualisation des carrières contre les droits collectifs statutaires:**

- \* *salaire au mérite*
- \* *promotions arbitraires sans contrôle possible des représentants des personnels*
- \* *remise en cause des prérogatives des instances représentatives des personnels, des CAP en particulier*

**Pour FO, la solution n'est pas dans les primes à la tête du client réservées à quelques uns, c'est l'augmentation de la valeur du point d'indice.**

- \* *Elle concerne tous les fonctionnaires sans exception,*
- \* *Elle rentre dans le calcul de la retraite,*
- \* *C'est la défense du statut.*

### **FO revendique :**

\* **16%** d'augmentation de la valeur du point d'indice au titre du rattrapage de la perte du pouvoir d'achat depuis 2000

\* **L'abandon de PPCR**

\* **L'ouverture de négociations** pour une véritable revalorisation de la grille indiciaire : un début de carrière à 120% au-dessus du SMIC, un coefficient multiplicateur de 1 à 6 maximum entre le pied de la grille (catégorie C) et son sommet (catégorie A)

\* **La réinstauration des réductions d'ancienneté** pour le passage dans les échelons

\* **L'intégration des primes dans le traitement.**

**1 750 € minimum** Ce serait le traitement minimum d'un agent si le principe défini lors de la création de la Fonction Publique était respecté : **20% du salaire minimum (SMIC) sur le traitement de base. C'est ce que revendique FO.**

### **Avec FO, revendiquons ensemble, public - privé !**

Ce sont tous les agents de la Fonction Publique qui sont concernés par l'austérité budgétaire, dictée par le FMI, la BCE et le gouvernement.

Et à travers les droits des agents publics, c'est l'égalité des droits des citoyens qui est mise en cause.

**Il est temps de stopper la dégradation en agissant avec FORCE OUVRIERE, tous ensemble, public et privé en préparant la riposte interprofessionnelle nécessaire pour obtenir satisfaction pour de revendications.**

**Voter pour les candidats FORCE OUVRIERE dans toute la Fonction Publique le 6 décembre c'est donner de la force aux revendications et à l'action syndicale indépendante.**

## Réforme territoriale: il est urgent d'arrêter le massacre !

La réforme territoriale touche toute la Fonction Publique : l'Etat avec la réorganisation territoriale, les collectivités avec la loi Notré, la santé avec les Groupements Hospitaliers de territoire, l'enseignement avec la convention ruralité ou la fusion des académies... La mise en oeuvre de ces contre réforme se traduit par :

- des fusions/mutualisations de services;
- des mobilités forcées;
- des suppressions massives de postes et d'emplois
- un alignement vers le bas des régimes indemnitaires et des régimes de travail

*En votant FO, vous revendiquerez :*

- **L'arrêt des fusions/mutualisations des services qui éloignent le service public du citoyen et accentuent la désertification ;**
- **Le maintien de l'échelon départemental ;**
- **Le maintien du statut général et des statuts particuliers ;**
- **Le retrait de la loi NOTRé.**

### NON AUX 120 000 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ET A L'EMBAUCHE GENERALISEE SOUS XONTRAT. DEFENSE INCONDITIONNELLE DU STATUT

Le Premier Ministre a annoncé, pour « début 2019 », un projet de loi visant à supprimer 50 000 postes de fonctionnaires d'Etat d'ici 2022 - et même 120 000 en comptant 70 000 suppressions de postes dans la fonction publique territoriale.

On connaît d'ores et déjà les pistes explorées pour « dégraisser le mammoth » : plans de départs volontaires, assortis de stages de « reconversion », recours accrus aux agents contractuels, « indicateurs d'efficacité » pour les services publics de proximité et une dématérialisation à 100 % des démarches en ligne d'ici à 2022 ! Voici les réactions de FORCE OUVRIERE au niveau de la Fonction Publique, comme au niveau confédéral.



*Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO*

### LE STATUT ! QUE LE STATUT !

Ce mardi 30 octobre, le gouvernement a confirmé une attaque sans précédent contre le Statut général

des fonctionnaires garant des valeurs républicaines et de la cohésion sociale.

En voulant casser les fondements du statut, à savoir : le principe de carrière, la séparation du grade et de l'emploi, le recrutement d'un fonctionnaire sur une mission pérenne, les organismes consultatifs pour y préférer la précarité par l'embauche de contractuel, la rémunération au mérite, la fin des garanties collectives le gouvernement engage un changement fondamental contre les droits des agents et contre la qualité du service public.

FO Fonction Publique condamne fermement ces orientations et toute remise en cause du Statut Général des fonctionnaires.

Casser le statut, contractualiser l'emploi, privatiser les missions, c'est accentuer les inégalités. Les plus riches auront le meilleur service rendu au détriment de la plus grande majorité des usagers devenus des clients D'ores et déjà, FO Fonction Publique va engager tous les moyens pour combattre ces projets néfastes.

*Nos revendications sont claires :*

- Défense et amélioration du Statut général des fonctionnaires,
- Maintien du Code des pensions civiles et militaires,
- Augmentation de la valeur du point d'indice de 16 %,
- Développement des services publics de proximité.

**Nous proposerons aux agents de préparer l'inévitable rapport de forces que nous devons mener dans le cadre du futur projet de loi, dans l'unité la plus large possible. FORCE OUVRIERE ne lâchera rien !**

### MISE A MORT PROGRAMMEE DU STATUT ET DES SERVICES PUBLICS

Les annonces du Premier ministre confirment la politique engagée par le gouvernement de destruction de la Fonction publique, politique des gouvernements successifs combattue depuis toujours par FORCE OUVRIERE.

Le projet de loi annoncé pour le début de l'année 2019 doit permettre d'atteindre l'objectif fixé par le Président de la République de supprimer 50.000 postes de fonctionnaires d'Etat d'ici 2022.

Une série d'annonces « » sur la réforme de l'Etat ne font que confirmer nos craintes: recours très élargi aux contractuels dans les administrations, agence de reconversion pour les fonctionnaires, dématérialisation exacerbée des services publics,... Il ne fait aucun doute pour FORCE OUVRIERE que le gouvernement poursuit sa politique de destruction du statut.

Au nom d'une stratégie pour un « efficace » qui prétend

être à la « des exigences » des Français, et alors qu'aucune mesure concrète n'a été dévoilée par le gouvernement, la direction est toutefois clairement donnée, celle de la poursuite des politiques d'austérité et de destruction du service public.

FORCE OUVRIERE n'est pas dupe de ces manœuvres qui annoncent clairement l'ambition de ce gouvernement d'éradiquer bel et bien les fonctionnaires et leur statut.

L'instauration d'une agence de reconversion pour les agents de l'Etat qui devrait voir le jour en juillet 2019, inspirée de l'agence de reconversion des armées, « », selon le premier ministre, d'avoir « une force de frappe pour accompagner éventuellement des départs volontaires »!

Pour FORCE OUVRIERE, c'est un plan massif de licenciements qui est mis en application dans la Fonction publique.

FORCE OUVRIERE dénonce les manœuvres honteuses de ce gouvernement qui tente à toute force de mettre fin au statut et de détruire le Service public. Ces attaques comme celles contre le Code du Travail constituent une amplification des mesures contre les garanties et protections des salariés, du privé comme du public.

**FORCE OUVRIERE, fidèle à ses revendications de congrès, s'opposera à ces projets.**